

Elections Syndicales en Italie

De notre correspondant à Rome:

Les résultats des élections pour les délégués syndicaux aux usines FIAT de Turin, ont confirmé une tendance qui ne fait que s'accroître depuis trois ans: les ouvriers, et plus encore les employés, n'ont plus confiance dans la direction de la CGIL (syndicat qui correspond à la CGT française et qui est soutenu aussi par les socialistes de Nenni).

Avec 21 % du total des suffrages exprimés, la CGIL n'est plus aujourd'hui que le troisième syndicat de la FIAT, venant derrière le syndicat social-démocrate et le syndicat chrétien. Il n'est donc pas exagéré de parler d'une véritable défaite dans une usine qui était autrefois le bastion du syndicalisme ouvrier.

Le secrétariat de Turin de la Fédération des Métaux italienne écrit à ce propos: « L'avant-garde ouvrière de FIAT, qui se rassemble autour de son syndicat de classe, ne sort pas battue de ces élections. Les patrons peuvent crier victoire, ainsi que les journaux réactionnaires. Pour notre part nous ne nous sentons pas battus, et nous ne le sommes pas! »

Il est évidemment difficile de faire mieux dans le genre « politique de l'autruche »! Fermer les yeux pour ne pas voir et surtout pour ne pas avoir à expliquer un recul tragique.

Comment, en l'espace de quelques années, la CGIL a-t-elle pu passer de sa position de syndicat tout puissant à la FIAT à sa position actuelle du syndicat minoritaire?

Les violences patronales, alternées avec les procédés paternalistes de la direction de l'usine, ne peuvent suffire à expliquer cette défaite.

En réalité, la CGIL paie aujourd'hui son incapacité à tracer des perspectives concrètes de lutte au prolétariat des usines FIAT. Les ouvriers sont fatigués aujourd'hui par toute une série de batailles

fragmentaires inutiles, qui ne se sont jamais inscrites dans une perspective révolutionnaire claire.

Au lieu de se battre sur son propre terrain de classe, la CGIL n'a fait qu'emboîter le pas aux syndicats « libres ». Il était normal que dans ces conditions, ces derniers sortent vainqueurs de la confrontation électorale.

Il est probable aussi que les événements de Hongrie ont contribué à affaiblir les positions de la CGIL. Les ouvriers de Turin, et de la FIAT en particulier, sont mieux placés que quiconque pour refuser de croire que les ouvriers des usines CSEPEL soient des « provocateurs » ou des fascistes. Et la répression dont ont été victimes les prolétaires de la plus importante usine hongroise a certainement désorienté certains secteurs ouvriers de la FIAT et a rendu plus difficile la position de la CGIL à l'intérieur de l'usine.

Il faut aujourd'hui, pour redresser une situation bien compromise, donner des perspectives claires de lutte, sur le plan syndical et politique, au prolétariat de la FIAT. Il faut donner des armes politiques aux ouvriers les plus conscients qui se battent dans des conditions extrêmement pénibles, dans une usine où le paternalisme patronal favorise comme nulle part ailleurs, les syndicats réformiste et chrétien.

Les élections aux usines FIAT ont fait retentir une sonnette d'alarme pour la classe ouvrière italienne. Les dirigeants syndicaux peuvent fermer les yeux et refuser de voir la défaite que vient de subir leur politique: elle n'en existe pas moins.

Les ouvriers italiens sauront en tirer la leçon pour imposer une politique syndicaliste de classe à leurs dirigeants.

G. PALETTI.

La répression en Hongrie

Le gouvernement Kadar poursuit une répression forcée. Les tribunaux prononcent des condamnations à mort ou distribuent des peines fort lourdes. Il est absolument impossible d'accorder le moindre crédit aux tribunaux et de croire qu'il s'agit seulement de réactionnaires ayant cherché à exploiter la situation.

Le gouvernement frappe d'ailleurs les écrivains qui avaient exprimé les souffrances et les espoirs du peuple hongrois dans les semaines et les mois qui précédèrent la révolution d'octobre 1956.

Lukacs qui ne sut vraiment pas vivre en communiste, une fois de plus, s'incline devant le plus fort pour retrouver le droit d'entrée dans la Hongrie de Kadar. Mais, les dirigeants communistes qui, avec Nagy et la veuve de Rajk, ont été emmenés en exil forcé en Roumanie, retrouveront le chemin de la Hongrie, d'une Hongrie libérée des Kadar, de la Hongrie qui, en octobre et novembre dernier, a été à la pointe du mouvement ouvrier international.

Adenauer bat en retraite

Adenauer avait emporté une large majorité aux élections précédentes, grâce au « miracle allemand », c'est-à-dire au boom extraordinaire de l'économie allemande. Les conditions économiques, sans être toujours aussi bonnes ne sont pas détériorées, mais les chances d'Adenauer pour les prochaines élections de septembre 1957 le sont passablement. (Voir à ce sujet deux articles dans le numéro de mars 1957 de « Quatrième Internationale »).

Aussi entend-il mener la lutte électorale avec une vigueur extrême; c'est sous cet aspect qu'il faut considérer l'affaire Agartz.

Mais, une tuile vient de s'abattre sur lui, sous la forme d'une déclaration de dix-huit savants atomistes allemands, parmi lesquels quelques-uns de renommée internationale. Ils déclarent non seulement l'inutilité du point de vue de la défense, pour un pays comme l'Allemagne, des armes atomiques; ils disent que c'est tout simplement mettre l'existence du pays en danger. Ils ajoutent qu'ils ne coopéreraient pas à la mise au point d'engins atomiques.

Pour Adenauer, qui ne voit de réunification possible de l'Allemagne que par une bonne guerre atomique, réussissant là où Hitler avait échoué, une telle déclaration contraire à tous ses plans servait directement, que les dix-huit le veuillent ou non, l'opposition social-démocrate.

La première réaction d'Adenauer et de son ministre Straus fut de traiter avec une grossièreté sans pareille ces savants. Quelle était donc leur qualification en matière de bombes atomiques? Et de quel droit se mêlaient-ils de politique? Ils avaient peut-être obtenu le prix Nobel de physique, mais qu'était-ce en face d'un chancelier du Reich, succédant à Bismarck et à Hitler?

Toutefois, Adenauer s'est aperçu qu'il s'enfonçait irrémédiablement de cette façon, et il a tenté d'apaiser le scandale, en entendant les savants, et en concluant avec une déclaration sans contenu.

Mais, la question posée par la déclaration des dix-huit fera son petit bonhomme de chemin, dans la lutte électorale qui a déjà commencé. Comment peut se faire la réunification de l'Allemagne? Les masses travailleuses sont de plus en plus conscientes que la méthode d'Adenauer, c'est celle des armes atomiques. La social-démocratie, bien qu'elle soit timorée à l'extrême, qu'elle n'ait presque rien fait pour exploiter à fond la déclaration des savants, profitera de l'opposition des masses à la politique atlantique d'Adenauer; c'est peut-être la majorité qu'elle emportera aux prochaines élections. Ce le serait presque à coup sûr si elle montrait tant soit peu de vigueur.

La « Vérité des Travailleurs » paraît le 2^e et 4^e samedis du mois.
Prochain numéro: le 11 Mai.

L'Inde à la lumière des élections

Les résultats des élections générales qui ont eu lieu ce printemps aux Indes ont consacré, comme il était à prévoir la victoire écrasante du Parti du Congrès. Ce Parti a recueilli à peu près la moitié des voix (un pourcentage plus élevé qu'aux élections de 1952) et environ trois fois autant que les Partis communiste et socialiste réunis.

Il n'a été battu que dans les Etats de Kerala (par les communistes) et de l'Orisso (par le Ganaranha Parishad, parti des princes féodaux). Dans l'Etat de Bombay, tout en ayant obtenu une confortable majorité, il a subi une sérieuse défaite, aussi bien dans le nord de cet Etat autour d'Ahmedabad que dans le sud à Mahraffa. Dans la ville même de Bombay, il a obtenu moins de la moitié des voix. Ceci s'explique aussi bien par la politique du Congrès envers la question linguistique qui avait agité cet Etat l'année passée, que par les excès de la police lors des manifestations populaires de cette époque.

Le Parti Communiste émerge comme le deuxième Parti sur le plan national, surclassant le Socialiste Praja Party. Ses voix passent de 5 millions à 11 millions (de 5 % à 10 % du vote total).

Il a obtenu en outre la majorité, certes limitée (2 sièges) dans le Parlement local de l'Etat de Kerala, où il vient de former le gouvernement.

On a beaucoup parlé dans la presse internationale de cet événement, le comparant au réduct de Yanan en Chine, d'où est parti Mao-Tsé-Toung, pour la conquête du pouvoir sur l'ensemble du pays. Pour comprendre la signification de la victoire et ses perspectives, certaines données sont nécessaires.

L'Etat de Kerala se compose de trois parties, une partie de l'ancien Travancore, l'ensemble de l'ancien Etat de Cochim dominé par le port du même nom et la région de Malabar, anciennement rattachée à l'Etat de Madras. Dans cette région très pauvre des Indes il existe une forte mum des ouvriers des plantations de caoutchouc,

qui se nourrissent presque exclusivement de tapioca est à peine de 3.000 francs français par mois.

La densité de la population est la plus élevée de toute l'Inde (supérieure à 2.000 par « mile » carré). L'éducation y est relativement assez développée, le pourcentage des gens sachant lire s'élevant à 53,76 %, le plus haut de l'Inde.

Le nouveau gouvernement de coalition à majorité communiste ne nourrit guère de desseins révolutionnaires. Govindan Nair, dirigeant local du Parti, vient, en effet de déclarer que le gouvernement « travaillera dans le cadre de la Constitution et des recommandations de la Commission Nationale du Plan ». Son ambition sera « de donner au peuple une administration efficace et non corrompue ». Ce sont là les conditions pour que cette expérience soit tolérée par le gouvernement central du Congrès.

Mais les masses pauvres de Kerala peuvent interpréter autrement leur victoire et commencer par exemple à exproprier d'elles-mêmes les féodaux-capitalistes et réaliser la réforme agraire.

Dans ce cas elles peuvent exercer sur le Parti communiste une influence analogue à celle que les paysans chinois ont exercé sur le Parti communiste chinois et l'obliger à aller beaucoup plus loin qu'il ne le désire actuellement. C'est dans ce sens que Kerala peut devenir le Yanan de l'Inde. Mais ce n'est pas là encore une perspective immédiate. L'avertissement donné par les élections à Nehru reste cependant valable. Il se peut que sa nouvelle victoire électorale « écrasante » soit la dernière. Les forces révolutionnaires immenses couvent dans les campagnes et les villes de l'Inde immense.

Malgré le « socialisme » à la Nehru et la bénédiction que lui accorde encore Moscou et Pékin, les affamés du pays s'impatientent. Que la réforme agraire tarde trop, que le « Plan » ne résolve ni la question du chômage, ni celle de l'habitat, et nous verrons l'Inde prise dans une nouvelle tempête comparable à celle qui a bouleversé la Chine ébranlant l'équilibre impérialiste en Asie.